



Candidat

Maurice STOBNICER

Suppléante <u>Jo</u>ëlle O'BRIEN



Enseignants durant de longues années à Noisy-le-Grand

DES CANDIDATS POUR LA RUPTURE AVEC L'UNION EUROPÉENNE ET LA VE RÉPUBLIQUE

Madame, Monsieur,

Nous avons été durant de longues années, en primaire et au lycée, les enseignants de certains de vos enfants. Nous connaissons bien les familles de notre circonscription et les problèmes auxquels elles sont confrontées en raison de la politique suivie depuis des dizaines d'années par les gouvernements de droite et de « gauche ». Nous savons que chaque gouvernement n'a fait qu'ajouter des mesures anti-ouvrières à celles de son prédécesseur. Et cela pour une bonne raison : la volonté populaire de rejet de l'Union européenne (55 % de non en 2005) a été bafouée et tous les gouvernements se sont soumis à l'Union européenne, entièrement au service du patronat, exigeant toujours plus de sacrifices de notre part et en donnant des milliards aux patrons et aux spéculateurs.

Macron a été « élu » mais il est illégitime. Seuls 42 % des électeurs inscrits ont voté pour lui au 2º tour. Nous sommes plus de 35 % à avoir dit non en nous abstenant ou en mettant un bulletin blanc dans l'urne. Et plus de la moitié des électeurs de Macron ont seulement voulu rejeter Le Pen. Macron n'est donc soutenu que par 20 % des inscrits au maximum... Il est largement minoritaire dans le pays.

Pourtant Macron, « Monsieur 20 % », s'apprête à frapper les travailleurs, chômeurs, jeunes, avec une force inouïe. Il peut frapper car la Ve République antidémocratique lui en donne les moyens grâce aux ordonnances, au 49-ter. Il veut mettre le Code du travail en miettes, affaiblissant dramatiquement les droits des salariés (lui qui a déjà si bien servi le patronat au sein du gouvernement Hollande-Valls !). Il veut s'en prendre à notre Sécurité sociale, en baissant encore plus les cotisations sociales qui la financent. Il veut s'en prendre à notre assurance chômage et à nos retraites. Il veut faire encore plus d'économies sur les services publics utiles à la population... Tout en augmentant les crédits militaires. Il veut accentuer la dislocation de l'instruction publique (« autonomie » des établissements).

Voyez au verso ce que propose le POID (Parti ouvrier indépendant démocratique),

qui n'est pas à prendre ou à laisser, ouvrons la discussion !

Contactez-nous POIDNLG@aol.com

Mais c'est sans compter sur la résistance acharnée que vont lui opposer les salariés et la jeunesse, tous ceux qui vivent ou voudraient vivre de leur travail. Nous avons besoin de nos droits, de notre Sécurité sociale et de nos services publics ! C'est par la lutte que nos anciens ont arraché le Code du travail, la Sécurité sociale, toutes nos conquêtes sociales, et c'est par la lutte que nous allons les défendre !

Pour cette défense nous avons besoin de nos organisations syndicales, indépendantes des gouvernements et du patronat. Mais il nous faut également un parti, un authentique parti ouvrier. Nous voulons aider à construire ce parti. Un parti qui combatte pour les intérêts de l'immense majorité qui vit de son travail, un parti qui ne trahisse pas la classe ouvrière.

Maurice STOBNICER, Joëlle O'BRIEN

LE SAVEZ-VOUS ?

Le conseil départemental (PS-PCF-Verts) a décidé de fermer au moins 18 centres de PMI (protection maternelle et infantile) dans le département en regroupant des services sociaux dans des « maisons des solidarités ». Le conseil départemental fait payer aux personnels et aux usagers des centres de PMI les conséquences de la baisse des dotations du gouvernement Hollande-Cazeneuve aux communes et départements, en application du pacte de responsabilité exigé par l'Union européenne (au nom de la « maîtrise des dépenses publiques »). Les personnels et leurs syndicats, les familles, les citoyens refusent cette mesure scandaleuse. A l'initiative du POID, une pétition est en cours de signature et a déjà reçu, en quelques semaines, des milliers de signatures dans le département et dans **notre circonscription**. Nous irons la porter au président du conseil départemental pour exiger : maintien de tous les centres de PMI! En toutes circonstances le POID défend les intérêts des travailleurs et de leurs familles contre les mesures de régression sociale.

mprimerie RAS - 6, avenue de Tissonvilliers - 95400 Villiers-le-Bel



Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

- **Au gouvernement Macron, gouvernement capita- liste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la Ve République et l'Union européenne :
- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière :
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.
- À la V^e République, régime antidémocratique avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine de délégués élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.
- À l'Union européenne, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la nécessité d'abroger les traités, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

- À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la défense de l'indépendance des organisations syndicales.
- À la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).
- À la coalition des exploiteurs, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.
- À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général », nous opposons la lutte de classe, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.
- À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous!

